

solennelle, en 1892, et qui l'ont demandé continuellement depuis, que l'Angleterre non seulement s'impose pour sa marine mais encore se taxe pour sa nourriture au profit du Canada.

Il est probable que l'honorable député ignorait lorsqu'il a prononcé ces paroles qu'il appliquait l'épithète de ridicule au très honorable premier ministre, à un homme qui a eu l'audace d'inviter la Grande-Bretagne à imposer une taxe sur les produits alimentaires de ses habitants; qu'il appliquait l'épithète de ridicule et d'inconscient à un ultra-loyaliste, à un loyaliste de ligue navale, à un loyaliste de club canadien; et l'honorable député de dire qu'il ne pouvait pas endurer quiconque préconisait un programme de cette sorte. Je vais citer à cet égard le texte des paroles prononcées par le premier ministre lui-même à Toronto deux ou trois semaines avant l'élection générale de 1896, déclaration qu'il a répétée à London, comme l'a allégué l'honorable député de Toronto-nord (M. Foster). Quand l'honorable député de Wellington-sud (M. Guthrie) a fait cette déclaration, je me suis souvent très nettement qu'au cours de la lutte électorale, il y a nombre d'années, j'avais accusé le premier ministre d'avoir flouté cet article de son programme à celui des conservateurs. Je vais établir que le premier ministre était en faveur de cette idée en 1896, et on verra à quel point le député de Wellington-sud s'est montré désobligeant en appliquant au premier ministre les épithètes que l'on sait. Je relève dans le "Globe" du 13 juin 1896 ce que je juge être un compte rendu textuel de son discours. Le voici:

Je m'accorde avec lui (sir Charles Tupper) en ce qui regarde le commerce de préférence. C'est une idée nouvelle qui a une immense signification non seulement pour le peuple canadien, mais pour tout l'empire britannique en général. Aujourd'hui, le principe du commerce de préférence à l'intérieur de l'empire est proclamé, ce qui veut dire que l'Angleterre et ses colonies devraient traiter entre elles sur un pied de préférence par rapport aux autres nations. Figurez-vous ce qui arriverait si les produits du Canada: le blé, l'orge l'avoine, le beurre, le fromage, que nous expédions en Angleterre, étaient acceptés sur le marché anglais à des conditions privilégiées par rapport aux Etats-Unis, à la Russie, et à tous les autres pays qui nous font concurrence sur ce marché! Les avantages en sont tellement évidents que, du moment que je m'en suis fait une idée, je me suis empressé de m'y déclarer favorable.

Voici que le très honorable premier ministre s'enthousiasme à l'idée d'une politique que l'honorable député de Wellington-sud nous dépeint comme ridicule, égoïste et peu patriotique. C'est bien le coup le plus cruel qui lui ait été porté; car, si personne dans la Chambre n'endure mieux que le premier ministre, les coups, les traits et les rebuffades de l'opposition, il est honteux

que de pareilles bottes lui soient poussées par des membres de son parti. Je n'ai pas suivi l'honorable député de Wellington-sud dans ses raisonnements, mais j'ai écouté avec beaucoup d'attention ceux du premier ministre. Il m'a paru qu'ils étaient d'accord avec les meilleurs intérêts du pays. Pourrait-il, en effet, y avoir rien de plus avantageux pour ce pays qu'une préférence comme celle qu'ont proposée et M. Balfour et M. Joseph et M. Austin Chamberlain, préférence qui nous vaudrait sur le marché anglais, 6 cents peut-être par boisseau de blé. C'était la politique que mon honorable ami avait prêchée à Toronto; mais je regrette d'avoir à dire qu'à la première occasion où il ait parlé en Angleterre, il a répudié cette politique, disant qu'il n'en voulait pas, qu'il ne voulait pas demander de préférence mutuelle. Aujourd'hui, il se prépare à négocier avec les Etats-Unis pour une réciprocité commerciale. Dans ses négociations, je le prierai de ne pas oublier la réciprocité dans les limites de l'empire. Je lui demande de ne rien faire qui soit de nature à empêcher plus tard l'établissement d'une préférence réciproque entre les différentes parties de l'empire, préférence à laquelle nous sommes, je crois, à la veille d'atteindre. Qu'il se rappelle plutôt la politique qu'il énonçait à Toronto.

Je désire maintenant présenter une observation ou deux au sujet de la marine. En écoutant l'autre jour, les récriminations que se renvoyaient les uns aux autres les députés de la province de Québec, je me suis demandé si jamais l'on avait assisté à une pareille scène dans le bon vieux temps où les destinées du pays étaient entre les mains de cet homme d'Etat admirable qu'était sir John Macdonald. Bien que n'étant pas de leur nationalité, sir John semble avoir occupé beaucoup de place dans le cœur de ses compatriotes de la province de Québec, et la preuve en est que jamais, pendant toute son administration, la Chambre n'a été témoin d'une scène comme celle des huit ou dix jours qui viennent de s'écouler. Quelqu'un ici se souvient-il d'avoir jamais entendu sir John Macdonald, sir Charles Tupper, sir Mackenzie Bowell ou tout autre chef ou membre du parti conservateur, donner cours à quelque sentiment que l'on pût en quelque façon interpréter comme comportant de la déloyauté envers l'empire britannique, se faire l'apôtre de l'indépendance ou de quelque principe tendant à l'affaiblissement ou à la rupture du lien qui existe entre ce pays et la mère patrie. Je crois être en mesure d'affirmer que toutes les traditions du parti conservateur, comme aussi sa politique constante, repoussent une telle accusation. Jusque dans les diverses politiques commerciales qu'il a préconisées, jamais le parti conservateur ne s'est montré déloyal.

Quelle a été l'attitude du parti conservateur au temps où mon très honorable ami se